

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX

N° 01 /2024

Cahier des Prescriptions Spéciales

**ACQUISITION DE LICENCES DE LOGICIELS INFORMATIQUES POUR
LE COMPTE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA
PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC)**

*Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de
l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.*

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) en application de des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Entre

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par Monsieur Mohammed Bachir RACHDI en sa qualité de Président. Désigné ci-après par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « INPPLC » ou « Maître d'ouvrage » ou « MO ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale :

La société
Représentée par Monsieur (Madame) En qualité de
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Patente n°
Identifiant fiscal n°
Inscrite au registre de commerce de sous le
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

2. Cas de personne physique

M..... Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de sous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Identifiant fiscal n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention) :

- Membre 1:

M. qualité Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

N° de patente

Identifiant fiscal n° :

Registre de commerce de sous le n°

Affilié à la C.N.S.S sous le n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) Ouvert auprès de

- Membre 2: (Servir les renseignements le concernant)

-

- Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement)

Ayant M (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions) Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

4. Cas d'un auto-entrepreneur

Auto-entrepreneur : M : qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

CNIE :

Taxe professionnelle n°

N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE).....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

5. Cas d'une coopérative

La société représentée par M : qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de local des coopératives Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Sommaire

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE	5
ARTICLE 3 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	5
ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	6
ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 9 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	7
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 12 : DÉLAI DE LIVRAISON.....	8
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX	8
ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	8
ARTICLE 16 : ASSURANCE - RESPONSABILITE	9
ARTICLE 17 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 18 : SECRET PROFESSIONNEL	9
ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 20 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE.....	10
ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD	10
ARTICLE 22 : SUPERVISION DE LA PRESTATION	11
ARTICLE 23 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	11
ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	11
ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHÉ	11
ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE.....	11
ARTICLE 28 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	12
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	13
ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 30 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
ARTICLE 31 : NATURE ET PORTEE DES LICENCES	15

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : Acquisition de licences de logiciels informatiques pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE

Les prestations à réaliser au titre du présent appel d'offres consistent en Acquisition de licences des logiciels informatiques pour le compte de l'INPPLC.

La consistance détaillée et les descriptions techniques des prestations sont ceux détaillées au niveau du chapitre II du présent CPS.

ARTICLE 3 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations se déroulera dans les bureaux du siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) se trouvant à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4^{ème} et 3^{ème} étage, Hay Riad- Rabat.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché qui résultera du présent appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS);
3. Le bordereau du prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;

- Le décret Royal n°330/66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-07-1235 du 05 Kaâda 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Conformément à l'article 13 du CCAGT, après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 4 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-T.

ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-Travaux, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu du fournisseur indiqué au préambule

du marché.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption.**

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est **le Président de l'INPPLC.**

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'Agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le titulaire devra supporter les frais d'enregistrement du marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;

- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations qui constituent le corps d'état principal et qui ne peuvent faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- **Prix n°1, 4, 5, 8 et 9.**

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment les très petites, petites et moyennes entreprises installées au Maroc y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les autoentrepreneurs, conformément à l'article 149 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 12 : DÉLAI DE LIVRAISON

Le titulaire devra exécuter les prestations objet du présent appel d'offres dans un délai de trente jours (30) jours.

Le délai d'exécution court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution de la prestation.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Onze mille Dirhams (11.000,00 DHS).**

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif devra être constitué dans les 20 jours qui suivent la date de la notification

de l'approbation du marché.

Si Le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif ou la caution qui le remplace sera restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

ARTICLE 16 : ASSURANCE - RESPONSABILITE

Avant tout commencement de l'exécution du marché, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 17 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE

La période de garantie est de trente-six mois (36) mois à compter de la date de la réception provisoire. Pendant la période de garantie, le Fournisseur assurera gratuitement le maintien en bon état de marche des licences de logiciel fournies.

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

ARTICLE 18 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Instance, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Instance des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire du marché est tenu de procéder au dépôt de la facture, obligatoirement, sous forme électronique, via la plateforme de gestion intégrée de la dépense (GID-Fournisseurs), conforme au bordereau des prix et indiquant les quantités réellement livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant, et du montant de la retenue de garantie.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire ouvert à son nom, indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

ARTICLE 20 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Réception provisoire :

La réception provisoire des prestations objet du présent appel d'offres sera prononcée après mise à disposition de l'INPPLC des licences des logiciels demandés ; le maître d'ouvrage procédera aux vérifications de la manière suivante :

1. Un comptage et une vérification des différents composants logiciels mis à disposition ;
2. Un essai de téléchargement et d'installation des logiciels mis à disposition avec leurs clés ;

Après ces vérifications, et si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels, objet du présent marché, un procès-verbal sera établi et signé par la commission chargée du suivi d'exécution et de réception des prestations objet du présent appel d'offres.

Réception définitive :

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le titulaire du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi et signé à cet effet.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des licences objet du présent appel d'offres dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché conformément à l'article 65 du CCAG-T. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire du marché de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant des pénalités est plafonné à huit (08) % du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 22 : SUPERVISION DE LA PRESTATION

La réalisation de la prestation se fera sous la supervision du **Service Infrastructures et Support Technique**. Ce service assurera le suivi d'exécution de la présente prestation, notamment en :

- Facilitant et organisant les relations avec les différents intervenants ;
- Réceptionnant les prestations objet du présent CPS.

ARTICLE 23 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE

Sont applicables les dispositions de l'article 47 du décret n°2-14-394 du 13 mai 2016 approuvant le

cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat.

Les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- la neige : 50 cm
- la pluie : 70 mm
- le vent : 70 km/h
- le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 28 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent appel d'offres a pour objet Acquisition et installation de licences d'utilisation des logiciels informatiques pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

La liste des logiciels est détaillée comme suit :

PRIX N°1 : Microsoft Teams Essentiel

Désignation	Microsoft Teams Essentiel
Description	Plateforme de communication et de collaboration qui permet aux équipes de discuter, de partager des fichiers, de planifier des réunions et de travailler ensemble de manière efficace. Utile pour la communication interne, les réunions virtuelles et la collaboration sur des projets.
Validité de la licence	36 mois

PRIX N°2 : Webex Business

Désignation	Webex Business
Description	Plateforme de réunions en ligne, de webinaires, de partage de contenu et de collaboration. Permet de tenir des réunions virtuelles, des formations en ligne et de collaborer à distance avec des collègues et contacts. Utile pour les réunions virtuelles, la formation à distance et la collaboration en équipe.
Validité de la licence	36 mois

PRIX N°3 : Planable PRO

Désignation	Planable PRO
Description	Plateforme de gestion des médias sociaux qui permet de planifier, de publier et de collaborer sur du contenu sur les réseaux sociaux. Utile pour la gestion efficace des campagnes de médias sociaux et la collaboration entre les équipes.
Validité de la licence	36 mois

PRIX N°4 : Adobe Acrobat Professional

Désignation	Adobe Acrobat Professional
Description	Logiciel de création, de modification et de gestion de fichiers PDF. Utile pour la création de documents PDF, la modification de contenu et la collaboration sur des fichiers PDF.
Validité de la licence	36 mois

PRIX N°5 : Adobe stock 40 fichiers standard/Mois

Désignation	Adobe stock 40 fichiers standard/Mois
Description	Bibliothèque de ressources visuelles comprenant des photos, des illustrations, des vidéos et des modèles pour une utilisation dans des projets créatifs. Utile pour accéder à un large éventail de contenu visuel de haute qualité.
Validité de la licence	36 mois

NB. Les prix 4 et 5 doivent être administrés par le même compte Adobe.

PRIX N°6 : Microsoft Power BI pro

Désignation	Microsoft Power BI pro
Description	Plateforme d'analyse de données qui permet de visualiser, d'analyser et de partager des insights à partir de données d'entreprise. Utile pour l'analyse de données, la création de rapports et le partage d'informations avec les parties prenantes.
Validité de la licence	36 mois

NB. Les prix 1 et 6 doivent être administrés par le même compte Microsoft.

PRIX N°7 : EdrawMax V13 FR

Désignation	EdrawMax V13 FR
Description	Logiciel de création de diagrammes et de dessins techniques. Utile pour la création de diagrammes organisationnels, de plans de projet et de diagrammes de flux.
Validité de la licence	Perpétuelle

PRIX N°8 : Adobe Creative Cloud for teams Multi Platforms Multi Lang

Désignation	Adobe Creative Cloud for teams Multi Platforms Multi Lang
Description	Suite d'outils de création graphique et de design, comprenant des logiciels tels que Photoshop, Illustrator et InDesign. Utile pour la conception de graphiques, d'illustrations et de documents professionnels.
Validité de la licence	36 mois

NB. Le prix 8 doit également être administré par le même compte Adobe des prix 04 et 05

PRIX N°9 : EViews 13 Commercial and Government Volume Enterprise Edition

Désignation	EViews 13 Commercial and Government Volume Enterprise Edition
Description	EViews offre un large éventail de fonctionnalités puissantes pour le traitement des données, les statistiques et l'analyse économétrique, la prévision et la simulation, la présentation des données et la programmation. EViews est adapté à l'analyse des séries temporelles. (Concurrent Use licence, 5 units)
Validité de la licence	Perpétuelle

PRIX N°10 : STATA 18 STANDARD EDITION

Désignation	STATA 18 Standard Edition
Description	Stata est un logiciel complet et intégré en matière de science des données - manipulation des données, visualisation, analyse statistique et économétrique, rapports automatisés...etc. STATA est adapté à l'analyse des données individuelles (Concurrent Use licence, 2 users)
Validité de la licence	36 mois

ARTICLE 30 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- Fournir à l'INPPLC les droits d'utilisation des logiciels cités ci-dessus ;
- Fournir à l'INPPLC un accès aux tenants des licences chez les éditeurs, le cas échéant ;
- Fournir à l'Instance pendant la validité des licences, les dernières mises à jour des logiciels et ce au plus tard, un (1) mois après leur apparition sur le marché marocain ;
- Résoudre les problèmes qui pourront subvenir sur les logiciels cités dans l'article 29 du présent CPS.

ARTICLE 31 : NATURE ET PORTEE DES LICENCES

Les droits d'utilisation des logiciels permettront à l'INPPLC l'utilisation des logiciels cités dans l'article 29 du présent CPS pour le nombre d'utilisateurs désigné dans le bordereau des prix-détail estimatif. L'INPPLC peut utiliser les logiciels objet de cet appel d'offres sans toutefois dépasser le nombre d'utilisateurs désigné dans le bordereau des prix-détail estimatif.

Les droits d'auteur pour toutes les licences fournies par le titulaire restant la propriété de l'éditeur. Cependant, le titulaire autorise l'INPPLC à les utiliser sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

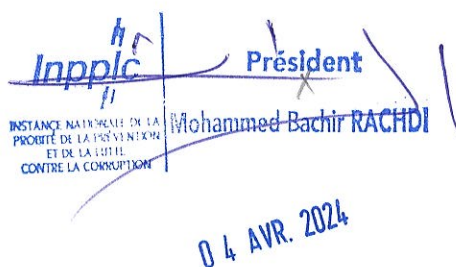
Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT N°01/2024

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Acquisition de licences des logiciels informatiques pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC)

Cachet et signature de l'INPPLC
(Maître d'ouvrage)


Inpplc
Président
Mohammed Bachir RACHDI
04 AVR. 2024
INSTANCE NATIONALE DE LA
PROBITÉ DE LA PRÉVENTION
ET DE LA LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION

Signature du concurrent
(Lu et accepté manuscrite)

Approbation